

Amérique latine et Caraïbes

L'Amérique latine et les Caraïbes, composées de 47 pays et zones (figure 26), représentent 22 pour cent de la superficie forestière mondiale, 14 pour cent de la superficie totale des terres et 7 pour cent de la population mondiale (figure 27). La région possède le bloc contigu le plus vaste de forêts tropicales humides, le bassin amazonien.

MOTEURS DU CHANGEMENT

Démographie

Selon les projections, la population de la région augmentera de plus de 450 millions d'habitants en 2005 pour passer à 540 millions d'ici à 2020 (figure 28). La densité de la population est faible, s'établissant en moyenne à 25 habitants au kilomètre carré en 2006, mais c'est en Amérique du Sud que ce chiffre est le plus élevé, avec 21 habitants au kilomètre carré. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, on compte 79 et 179 habitants au kilomètre carré respectivement. La densité de la population dans la région devrait dépasser 30 habitants au kilomètre carré d'ici à 2020 (ONU, 2008d). Le pays le plus peuplé de la région, le Brésil, qui représente 41 pour cent de la population de la région, a une densité de seulement 22 habitants au kilomètre carré, tandis qu'à l'autre extrémité les Bermudes enregistrent 1 280 habitants au kilomètre carré.

La population urbaine représente 78 pour cent de la population totale et devrait atteindre 83 pour cent d'ici à 2020. Quatorze pour cent de la population urbaine résident dans une des quatre mégacités (de 10 millions d'habitants ou plus). De nombreux pays de l'Amérique du Sud encouragent la colonisation des zones de frontière pour contrebalancer l'urbanisation et répondre aux problèmes sociaux et économiques (ONU, 2008d).

Économie

Presque tous les pays de la région sont dans la tranche à revenu moyen et se développent rapidement, bien que la croissance soit irrégulière dans de nombreux pays (figure 29). Alors que le revenu par habitant est élevé par comparaison avec d'autres régions en développement (avec plusieurs pays dépassant 5 000 USD par an), le revenu reste inégalement distribué. Dans certains pays, les 10 pour cent les plus riches de la population reçoivent près de 50 pour cent du revenu total et les 10 pour cent les plus pauvres moins de 2 pour cent.

La mondialisation continuera de stimuler le changement dans la région, notamment sous l'influence importante des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux et des liens croissants des investissements et du commerce avec

les économies asiatiques émergentes, en particulier la Chine et l'Inde. Étant donné les politiques d'industrialisation fondées sur l'exportation, la demande mondiale croissante concernant l'agriculture, l'élevage, les produits forestiers et de plus en plus les biocombustibles, intensifiera la pression sur les forêts.

L'accent mis de plus en plus sur la croissance induite par les exportations implique que les performances économiques seront influencées par les changements dans les marchés et la compétitivité au niveau mondial. Les politiques de libéralisation ont porté à des accroissements substantiels des investissements, stimulant les taux de croissance. Les prévisions portent à croire que la croissance économique restera forte (Banque mondiale, 2007a; ONU, 2008b), mais les changements dans les marchés mondiaux et la concurrence croissante des économies asiatiques émergentes pourraient modifier la tendance.

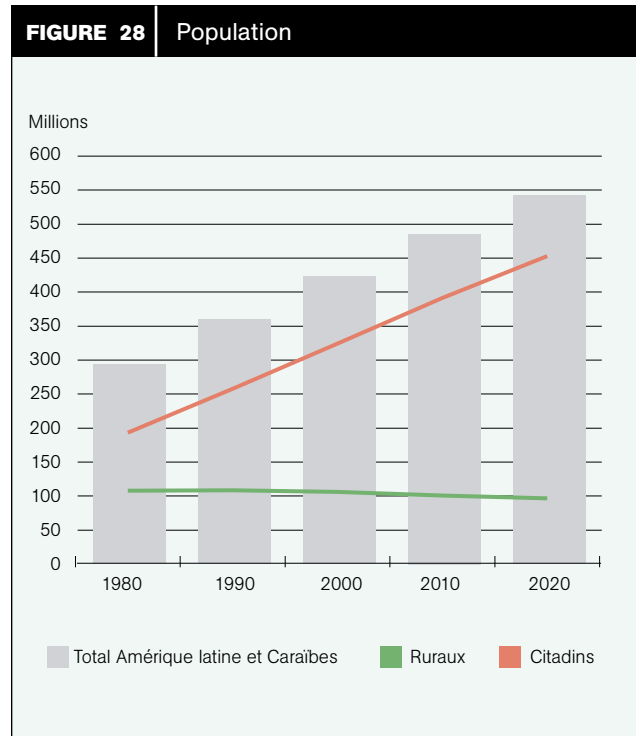
FIGURE 26 Ventilation sous-régionale utilisée dans le présent rapport



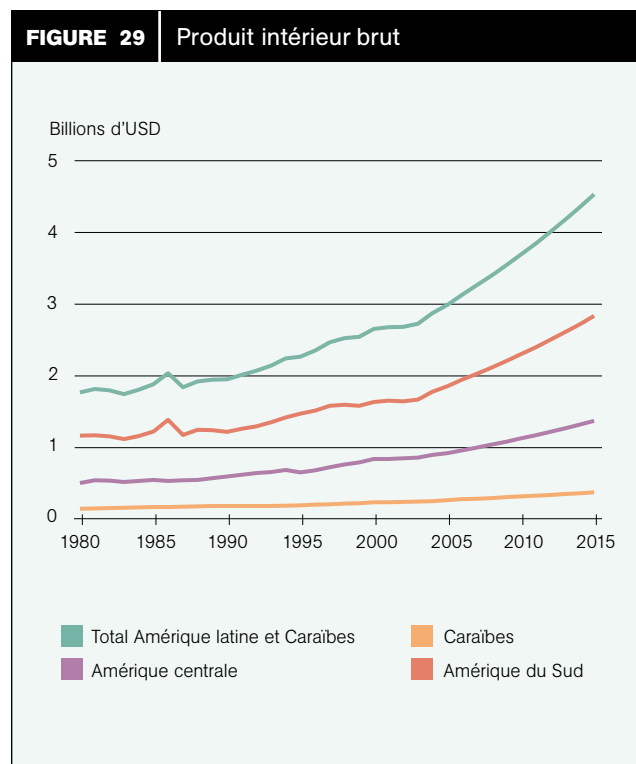
NOTE: Voir le tableau 1 de l'Annexe pour le classement des pays et des territoires par sous-région.

Avec le développement rapide des secteurs manufacturier et tertiaire, la part de l'agriculture dans le PIB (seulement 7 pour cent en 2005) et l'emploi a diminué dans la plupart des pays. Toutefois, alors que la viabilité de l'agriculture à petite échelle a décliné avec la libéralisation des importations, l'agriculture commerciale à grande échelle axée sur l'exportation, y compris le bétail, s'est développée de manière impressionnante (par exemple, soja, cultures de biocarburants, viande, fruits, légumes et fleurs coupées) (Banque mondiale, 2007b) et est responsable de la grande partie de la déforestation de la région (figure 30).

Alors que les pays de la région riches en ressources sont de plus en plus liés au reste du monde en tant que producteurs de biens industriels et de produits primaires, d'autres à forte densité de population et disposant de ressources limitées connaissent une mondialisation d'un genre différent, liée largement à la fourniture de services (par exemple, tourisme).



SOURCE: ONU, 2008a.



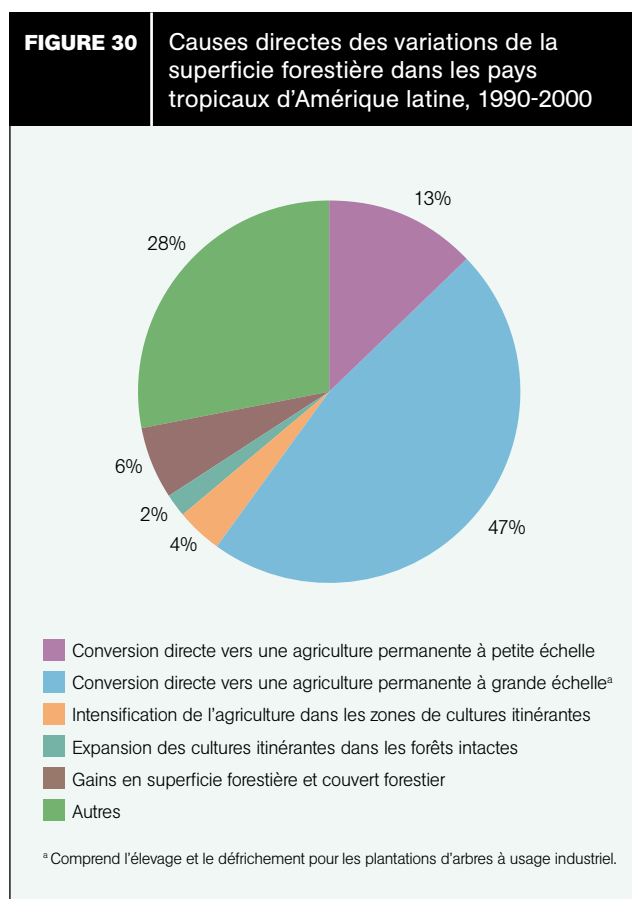
SOURCES: ONU, 2008b; Banque mondiale, 2007a.

Politiques et institutions

Au cours des deux dernières décennies, des gouvernements démocratiquement élus ont largement remplacé les régimes autoritaires dans la région. Les changements politiques n'ont pas pesé de manière sensible sur les politiques générales, axées communément sur la croissance, et qui accordent plus ou moins d'importance à la redistribution.

Un environnement institutionnel pluraliste a vu le jour, le gouvernement, le secteur privé et les organisations de la société civile jouant un rôle de premier plan dans la gestion des ressources forestières. Sont particulièrement importants pour les forêts:

- la décentralisation, en particulier la reconnaissance des droits des communautés locales et indigènes à gérer les ressources naturelles (encadré 14);
- l'augmentation des investissements privés dans la gestion des forêts naturelles et plantées;
- des mesures d'encouragement contribuant à la croissance rapide des forêts plantées, y compris des prêts à faible taux d'intérêt et des allègements fiscaux;
- le rôle croissant des organisations de la société civile locales, nationales et internationales dans les questions relatives aux forêts, y compris des droits pour les communautés indigènes, la certification des forêts et la lutte contre l'exploitation forestière illégale et le défrichage des forêts – en mettant l'accent principalement sur les forêts amazoniennes en raison de leur importance mondiale pour la conservation de la biodiversité et l'atténuation des changements climatiques.



SOURCE: FAO, 2001.

ENCADRÉ 14

Transfert de propriété des forêts aux communautés indigènes

Depuis deux décennies, certains pays ont donné la propriété légale des surfaces forestières à des communautés indigènes: la Bolivie, 12 millions d'hectares; le Brésil, 103 millions d'hectares; la Colombie, 27 millions d'hectares; l'Équateur, 4,5 millions d'hectares; et le Guyana, 1,4 million d'hectares de terres, y compris des forêts.

Ce transfert de propriété donne aux communautés le droit d'utiliser à long terme les ressources forestières, mais des litiges (parfois violents) concernant ce droit de propriété et le manque d'application des règles et réglementations ont abouti à une occupation et un déboisement illégaux dans des parties importantes de ces forêts.

SOURCE: OIBT, 2006.

Science et technologie

Bien que la plupart des pays dans la région dépensent moins de 0,5 pour cent de leur PIB pour la R&D, les investissements dans ce domaine augmentent. Le Brésil, chef de file régional, dépense 1 pour cent de son PIB pour la R&D (encore au-dessous de la moyenne internationale de 2-3 pour cent) et a mis en place un cadre législatif pour investir dans la science et la technologie (Loi sur l'innovation de 2004). Les arrangements relatifs au financement de la science et de la technologie se sont améliorés, grâce aux efforts pour établir des liens entre les instituts de recherche et l'industrie (de Brito Cruz et de Mello, 2006).

Les domaines de recherche présentant un intérêt particulier pour la foresterie dans la région comprennent les technologies de l'information et des communications, les techniques de télédétection pour surveiller les changements dans les superficies forestières, les techniques renforçant la productivité dans les forêts plantées, les systèmes de coupes de précision en forêt et les technologies de biocombustibles (en particulier les biocombustibles cellulosiques). Le Brésil est déjà numéro 1 mondial pour la production d'éthanol à base de sucre.

SCÉNARIO GÉNÉRAL

Les pays de la région auront probablement le choix entre deux grands types de développement:

- Développement économique fondé sur les ressources naturelles: des pays à faible densité de population et riches en ressources forestières tireront profit de l'accroissement de la demande mondiale de denrées alimentaires, de combustibles et de fibres. Le principal défi consistera à déterminer les inconvénients entre les différentes options. Des efforts importants seront entrepris pour conserver les ressources, mais à court terme, ce sera probablement la recherche de gains économiques immédiats moyennant l'expansion sur une grande échelle de la production de denrées alimentaires, de combustibles et de fibres qui dominera.

- Développement économique moins tributaire des ressources naturelles: des pays à plus forte densité de population et relativement pauvres en ressources mettront l'accent sur le développement fondé sur les ressources humaines. L'urbanisation et les nouvelles sources de revenu (y compris les envois de fonds des émigrants) pourraient continuer à réduire la pression sur les terres. La viabilité économique des petites exploitations agricoles continuera de décliner, entraînant des cultures moins intensives, voire l'abandon. Grâce à la hausse des revenus, il y aura une plus grande disponibilité pour protéger l'environnement

PERSPECTIVES

Superficie forestière

Dans les pays où le couvert forestier est relativement étendu et durant les premiers stades de l'industrialisation, les forêts sont très vulnérables. De 1990 à 2005, la région a perdu près de 64 millions d'hectares, soit 7 pour cent de sa superficie forestière (tableau 14). La région a enregistré plus d'un tiers de la perte de superficie forestière mondiale par an de 2000 à 2005.

Tous les pays d'Amérique du Sud ont enregistré une perte nette de forêts entre 2000 et 2005, à l'exception du Chili et de l'Uruguay, qui ont affiché des tendances positives grâce aux programmes de plantation industrielle de grande échelle. La demande mondiale de denrées alimentaires, de combustibles et de fibres étant en hausse, les pays riches en forêts d'Amérique du Sud qui restent tributaires des ressources naturelles continueront de perdre des forêts au profit de l'agriculture industrielle de grande échelle et de l'élevage en ranch tant que ceux-ci resteront compétitifs. Les nouvelles forêts plantées à des fins industrielles, notamment en Argentine, en Uruguay et potentiellement en Colombie, pourraient compenser en partie la perte de forêts naturelles, mais pas sur le plan écologique.

Dans la majorité des pays d'Amérique centrale, la perte nette de forêts a diminué de 2000 à 2005 par comparaison avec la décennie précédente, le Costa Rica enregistrant une augmentation nette de sa superficie forestière. Néanmoins, en pourcentage, l'Amérique centrale a enregistré l'un des taux les plus élevés de perte de forêts de toutes les sous-régions du monde, supérieur à 1 pour cent par an de 2000 à 2005. Ce taux devrait baisser à mesure que l'agriculture à petite échelle devient moins rentable, avec abandon des terres agricoles peu

productives, ce qui ouvre la voie à d'autres sources de revenu et favorise l'urbanisation. Plusieurs pays de la sous-région connaîtront une stabilisation et une remise en état de leur superficie forestière.

Les Caraïbes ont enregistré une légère augmentation de la superficie forestière entre 2000 et 2005, principalement à Cuba. La libéralisation des échanges commerciaux, qui a rendu non compétitives les exportations de produits agricoles traditionnels tels que le sucre et les bananes, porte à l'abandon des terres agricoles et à leur transformation en forêts secondaires (Eckelmann, 2005). En outre, l'accent est mis sur la protection du milieu naturel à l'appui de l'industrie touristique de plus en plus florissante (encadré 15). Aussi la superficie forestière devrait-elle rester stable ou se développer dans la plupart des pays des Caraïbes.

Gestion forestière

Bien que le rôle des forêts naturelles pour la production de bois perde de son importance avec le développement des peuplements artificiels, elles restent une source importante de bois dans plusieurs pays. Les forêts naturelles de production sont en grande partie gérées par le biais de concessions privées à long terme atteignant parfois 200 000 ha en Bolivie, au Guyana et au Suriname; des concessions de superficies moyennes au Guatemala, au Pérou et en République bolivarienne du Venezuela; des concessions de petite échelle en Colombie, en Équateur, au Honduras et à Trinité-et-Tobago (OIBT, 2006). Au Brésil, presque toute la production a été le fait des forêts privées, mais la Loi sur la gestion des forêts publiques pour

ENCADRÉ 15 Tourisme aux Caraïbes

Les Caraïbes représentent 5,1 pour cent de la demande mondiale totale en matière de tourisme. Celui-ci contribue à hauteur de 16,5 pour cent au PIB de la sous-région, une contribution qui devrait rester stable jusqu'en 2014 au moins. Le tourisme emploie directement 15 pour cent de la population totale et indirectement près de la moitié de la population. Compte tenu de l'attractivité touristique des zones littorales, l'impact du réchauffement du climat et des catastrophes naturelles comme les ouragans fait l'objet d'une attention accrue, notamment en matière de conservation de l'environnement.

SOURCE: Griffin, 2007.

TABLEAU 14

Couvert forestier: superficie et variation

Sous-région	Superficie (1 000 ha)			Variation annuelle (1 000 ha)		Taux de variation annuelle (%)	
	1990	2000	2005	1990-2000	2000-2005	1990-2000	2000-2005
Caraïbes	5 350	5 706	5 974	36	54	0,65	0,92
Amérique centrale	27 639	23 837	22 411	-380	-285	-1,47	-1,23
Amérique du Sud	890 818	852 796	831 540	-3 802	-4 251	-0,44	-0,50
Total Amérique latine et Caraïbes	923 807	882 339	859 925	-4 147	-4 483	-0,46	-0,51
Monde	4 077 291	3 988 610	3 952 025	-8 868	-7 317	-0,22	-0,18

NOTE: Les données présentées sont arrondies si nécessaire.
SOURCE: FAO, 2006a.

une production durable approuvée en 2005, et qui commence maintenant à être appliquée, ouvre des forêts nationales dans le bassin amazonien pour des concessions d'exploitation; l'intention est d'encourager la gestion durable et d'aider à éviter l'occupation et l'exploitation illégales (encadré 16).

La grande partie de la gestion des concessions dans la région consiste en la coupe sélective, peu d'attention étant attribuée à la sylviculture après récolte, et à la récolte non réglementée qui conduit à la dégradation. Les obstacles à la gestion durable des forêts naturelles de la région pour la production de bois comprennent:

- l'adoption rare de techniques d'exploitation à impact réduit, les mesures d'encouragement étant insuffisantes;
- la superficie limitée des forêts certifiées (encadré 17) en raison des coûts élevés et de l'absence de primes, en particulier compte tenu de la disponibilité de bois obtenu illégalement à bas prix;
- les litiges concernant la propriété dus au chevauchement des régimes fonciers et à des titres illégitimes encourageant l'exploitation illégale et la conversion des terres, notamment dans le bassin amazonien;
- des déséconomies d'échelle pour les concessions gérées par de petites communautés, en particulier celles éloignées des marchés;

ENCADRÉ 16	Concessions forestières au Brésil
<p>La Loi relative à la gestion des forêts publiques axée sur la production durable définit le cadre des attributions des concessions de bois dans les forêts fédérales brésiliennes. Les traits marquants de cette loi sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • création du service forestier brésilien; • création d'un Fonds national pour la mise en valeur des forêts; • adjudication de concessions forestières selon une procédure d'enchères ouverte et transparente; • préférence accordée aux organisations à but non lucratif, aux communautés et aux organisations non gouvernementales; • versement de 20 pour cent des revenus des concessions au Service forestier brésilien et à l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources renouvelables. <p>L'accent est mis sur la préservation des valeurs économiques, sociales et environnementales. Les adjudications se font en fonction du prix mais les soumissionnaires doivent apporter la preuve que les activités d'exploitation n'ont qu'un impact minimal sur l'environnement, qu'elles entraînent le maximum d'avantages sociaux directs et valorisent au maximum les produits et les services écologiques dans la zone de concession.</p> <p>Les concessions d'exploitation forestière devraient couvrir 13 millions d'hectares au cours de la prochaine décennie, une superficie qui pourrait être portée à près de 50 millions d'hectares.</p> <p>SOURCES: Schulze, Grogan et Vidal, 2007; Tomaselli et Sarre, 2005.</p>	

ENCADRÉ 17	Certification forestière
<p>En 2007, l'Amérique latine et les Caraïbes comptaient près de 12 millions d'hectares de forêts certifiées, soit près de 4 pour cent de toutes les forêts certifiées dans le monde. Bien que la zone certifiée ne représente qu'une superficie égale à 1,2 pour cent des forêts de la région, il s'agit d'une augmentation importante par rapport à 2002 (0,4 pour cent). Près de 80 pour cent de la superficie forestière était certifiée par le Conseil de protection des forêts, le reste relevant des systèmes nationaux: CERFLOR (Brésil) et CERTFOR (Chili), qui est affilié au programme d'adoption de la certification des forêts. Le système brésilien CERFLOR s'appuie sur des normes distinctes concernant les forêts plantées et naturelles.</p> <p>SOURCE: OIBT, 2008.</p>	

- la prépondérance du secteur informel (en particulier les unités d'exploitation et de transformation illégales du bois).

Compte tenu des demandes contradictoires, la gestion des multiples emplois des forêts naturelles continue de poser des problèmes complexes. Les difficultés décourageront les investissements privés et l'exploitation continuera en grande partie d'être le fait d'investisseurs à court terme.

L'Amérique latine et les Caraïbes comptent environ 12,5 millions d'hectares de forêts plantées. Cela ne représente que 5 pour cent de la superficie forestière mondiale plantée (FAO, 2006b), mais la région tend à occuper la première place concernant les peuplements artificiels à haute productivité. L'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay représentent environ 78 pour cent des forêts plantées dans la région. Le développement des plantations, sous la direction du secteur privé, est soutenu par des politiques gouvernementales favorables et des incitations financières. Celles-ci comprennent le remboursement partiel des coûts, des allègements fiscaux et des prêts à faible taux d'intérêt pour les petits propriétaires (encadré 18) Ces facteurs ont fait de l'Amérique du Sud une destination pour les investissements par les producteurs de pâte et papier régionaux et mondiaux et récemment par les investisseurs nord-américains, y compris les organisations pour la gestion des investissements dans le bois.

Les peuplements artificiels de la région sont caractérisés par:

- des investissements dans les technologies renforçant la productivité, notamment la propagation clonale, qui assure une productivité de plus de 50 m³ par hectare et par an dans plusieurs cas;
- l'utilisation d'espèces à cycle court et à gestion intensive telles que *Eucalyptus* spp., le pin de Monterey (*Pinus radiata*), le pin du Texas (*Pinus taeda*) et le pin des marais (*Pinus elliottii*);
- l'intégration de la gestion des plantations dans la transformation du bois, en particulier la production de pâtes et papiers et de panneaux.

Les projections actuelles portent à croire qu'il y a eu une augmentation de la superficie des forêts plantées dans

la région, passée de 12,5 millions d'hectares en 2005 à 17,3 millions d'hectares en 2020 (voir encadré 31, page 63).

La disponibilité de bonnes terres et un climat favorable aux investissements permettront à la région (principalement l'Amérique du Sud) de maintenir son avantage concurrentiel dans les peuplements artificiels. Étant donné qu'une forte proportion de la production est destinée aux marchés mondiaux, l'avenir des peuplements artificiels dépendra de la demande mondiale, en particulier pour les pâtes et papiers, les produits de panneaux et la charge de biocombustibles. Une augmentation possible des coûts de transport pourrait poser un grave problème, en particulier si les produits ligneux sont destinés à répondre à la demande venant des économies asiatiques émergentes.

Produits ligneux: production, consommation et commerce

La production de bois industriel, bien que peu importante en Amérique centrale et aux Caraïbes, augmente rapidement en Amérique du Sud, notamment du fait des investissements dans les plantations dans le Cône Sud. La part de la

production de bois rond industriel mondiale a augmenté, passant de 7 pour cent en 1990 à 10 pour cent en 2006. La production de produits clés, en particulier, les pâtes et papiers, a augmenté depuis 1990 et la tendance continuera probablement compte tenu des investissements importants dans les plantations et la transformation (tableau 15).

La consommation intérieure de produits ligneux est essentiellement stable (figure 31). Les revenus en hausse pourraient stimuler la consommation dans quelques pays, et les programmes de logement encouragent la consommation de bois national malgré la concurrence des produits de remplacement utilisés pour la construction. Toutefois, le marché national pour la plupart des produits devrait rester limité sauf au Brésil.

La grande partie de la production est exportée. La valeur nette des exportations de tous les produits a dépassé 7 milliards d'USD en 2005. Néanmoins, la valeur nette des exportations a baissé récemment (figure 32) à la suite de l'appréciation des devises de l'Amérique du Sud par rapport au dollar des États-Unis et en raison de la concurrence toujours plus forte de la Chine, en particulier dans les produits pour les meubles et les panneaux.

Les programmes de promotion des exportations continueront d'encourager la production de papier et d'emballages. La part de la région dans le marché mondial des produits de la pâte et du papier augmentera, en particulier avec les désinvestissements continus en Europe et en Amérique du Nord et la réimplantation des industries de produits ligneux dans les régions qui ont des avantages concurrentiels. Les

ENCADRÉ 18	Politiques d'incitation à la plantation de forêts au Chili et en Uruguay
<p>Au Chili, les politiques gouvernementales en place depuis plusieurs décennies pour promouvoir les forêts plantées et les investissements privés ont permis de diversifier le secteur forestier et de planter plus de 2 millions d'hectares. La stratégie nationale de développement prévoit des incitations financières pour les plantations de forêts industrielles. Des instruments juridiques définissent les subventions et réglementent l'abattage, favorisant les exploitations et les plantations de taille moyenne dans les zones dégradées. Le secteur forestier représente désormais près de 20 pour cent des exportations du Chili et 4 pour cent de son produit intérieur brut.</p> <p>En Uruguay, le gouvernement soutient la plantation de forêts depuis 1987 par des incitations fiscales lorsque les superficies plantées font partie des zones forestières prioritaires (qui s'étendent sur 2,5 à 3 millions d'hectares). Des terrains plats peu coûteux ainsi qu'un climat et un sol favorables fournissent des conditions idéales. En 2005, l'Uruguay comptait 0,8 million d'hectares de forêts plantées et un taux de plantation annuel de 50 000 ha.</p>	
<p>SOURCE: PwC, 2007a.</p>	

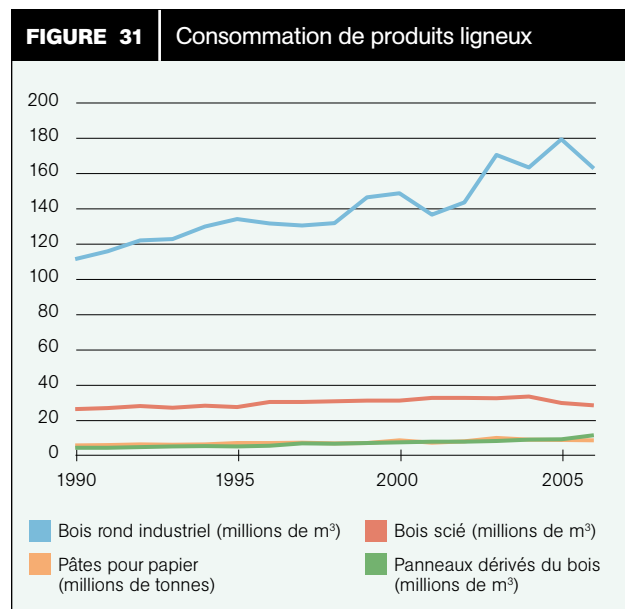


TABLEAU 15

Production de produits ligneux

Année	Bois rond industriel (millions de m ³)		Bois scié (millions de m ³)		Panneaux dérivés du bois (millions de m ³)		Papiers et cartons (millions de tonnes)	
	Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation
2005	168	166	39	32	13	9	14	16
2020	184	181	50	42	21	12	21	24
2030	192	189	60	50	29	15	27	31

SOURCE: FAO, 2008c.

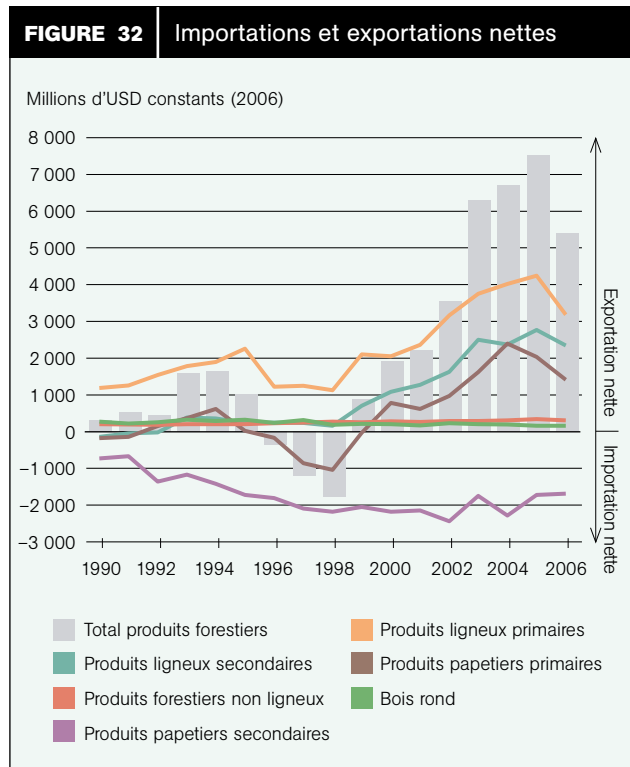
avantages de l'Amérique du Sud comprennent un climat d'investissement stable, une faible densité de population, des conditions favorables à la croissance des arbres et des moyens techniques importants. Par conséquent, l'Amérique du Sud affiche quelques-uns des coûts les plus faibles des fibres ligneuses dans le monde (PwC, 2007b).

Combustibles ligneux

L'emploi de bois de feu domestique est en recul en Amérique du Sud (principalement à cause de l'urbanisation et de l'utilisation accrue de combustibles fossiles et de biocombustibles), reste stable dans les Caraïbes et augmente en Amérique centrale. Dans l'ensemble, la production de bois de feu dans la région a progressivement augmenté au cours des 10 dernières années. Cette tendance devrait se poursuivre (figure 33), principalement en raison de l'emploi de charbon de bois industriel au Brésil (encadré 19). La demande future dépendra également de l'offre de combustibles fossiles et des progrès en matière de technologies d'énergies renouvelables.

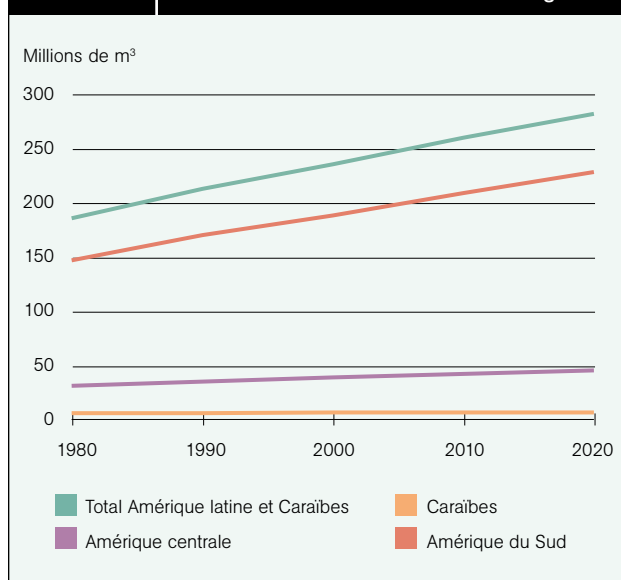
Produits forestiers non ligneux

La majorité des PFNL de la région sont utilisés localement pour la subsistance, mais certains sont vendus sur les marchés nationaux et internationaux comme ingrédients pour des produits d'hygiène et de soins de beauté et des médicaments. Les noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*) sont une source importante de revenu pour les groupes indigènes en Bolivie, au Brésil et au Pérou et sont également le PFNL commercial le plus important; la chaîne production-distribution fournit des emplois directs à 15 000 personnes. Les noix du Brésil constituent 45 pour cent des exportations liées aux forêts de la Bolivie (plus que tous les produits ligneux) et contribuent pour plus de 70 millions d'USD par an à l'économie nationale (CIFOR, 2008a).



SOURCES: FAO, 2008a; ONU, 2008e.

FIGURE 33 Consommation de combustibles ligneux



SOURCE: FAO, 2003b.

ENCADRÉ 19 Charbon de bois pour le fer et l'acier

Le Brésil a adopté un programme d'introduction des biocarburants (éthanol) dans son économie qui est sans doute le plus ambitieux au niveau mondial. Ce programme ne doit pas faire oublier que les secteurs brésiliens du fer et de l'acier consomment aussi du charbon de bois, environ 8,3 millions de tonnes en 2006. Les producteurs de fer et d'acier ainsi que les fournisseurs de charbon de bois à l'industrie possèdent environ 1,2 million d'hectares de plantations forestières, qui ont produit un peu moins de 10 millions de tonnes de charbon de bois en 2005.

SOURCE: ONU, 2008f.

Afin de réduire les conflits entre les communautés indigènes tributaires des PFNL et les bûcherons et les exploitants de ranch dans le bassin amazonien, le Brésil a établi des réserves d'extraction exclusivement pour la récolte de PFNL. Ce modèle, qui octroie des droits à long terme dans les forêts publiques aux groupes engagés dans des activités durables, fait tache d'huile dans la région. Des initiatives appuyées par des organisations de la société civile et des gouvernements ont amélioré la récolte de PFNL, la valeur ajoutée et la commercialisation avec l'appui d'organismes de certification et de commerce loyal.

On prévoit qu'à mesure que les économies progresseront et s'urbaniseront et que plus de possibilités d'activités lucratives seront offertes, la dépendance à l'égard des PFNL pour la subsistance diminuera. La transformation et la commercialisation des produits qui sont déjà bien connus s'amélioreront. Les chaînes de valeur locale seront largement remplacées par des chaînes nationales et mondiales souvent appuyées par des initiatives de commerce loyal et d'étiquetage des produits biologiques.

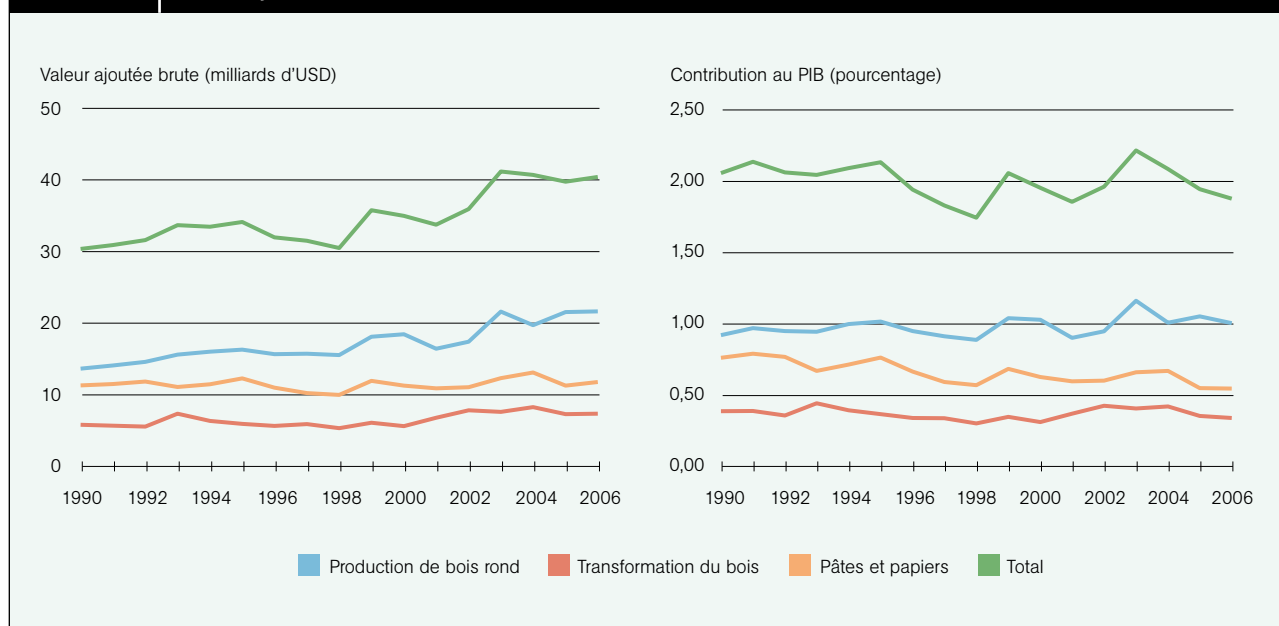
Contribution de la foresterie au revenu et à l'emploi

Depuis 1990, la contribution des forêts au PIB a augmenté, passant de 30 milliards d'USD à 40 milliards (figure 34). La grande partie de l'augmentation en valeur brute ajoutée vient de la production de bois rond. La valeur ajoutée dans la transformation du bois et la production de pâtes et papiers est restée stable, mais cette dernière devrait changer avec l'accroissement des investissements dans la capacité de production de pâtes et papiers. L'emploi dans le secteur forestier a aussi augmenté (figure 35). Par comparaison avec d'autres régions, la part des forêts dans la valeur ajoutée totale et l'emploi est restée relativement stable.

Services environnementaux des forêts

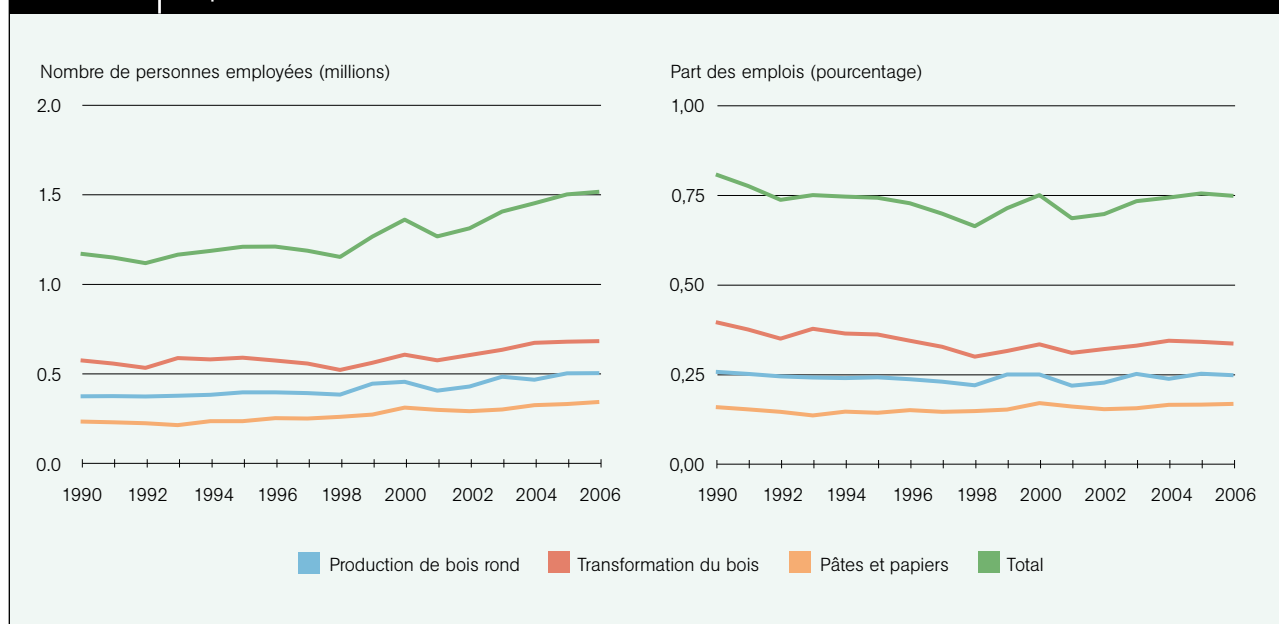
L'impact de la déforestation sur la fourniture des services environnementaux régionaux et mondiaux de la région (biodiversité, réglementation de l'eau, atténuation du changement climatique et écotourisme) fait l'objet d'une attention particulière. Alors que les interventions non commerciales (par le biais des politiques et de la législation) ont été le premier moyen de préserver l'environnement, la région est à l'avant-garde pour ce qui est de l'adoption d'approches axées sur les marchés, en particulier des plans PSE. Dans la majorité des cas, il n'y a pas d'approche strictement axée sur les marchés, mais principalement des plans gérés par les gouvernements à l'aide de recettes fiscales

FIGURE 34 Valeur ajoutée dans le secteur forestier



NOTE: Les variations de la valeur ajoutée sont exprimées en valeur réelle (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).
SOURCE: FAO, 2008b.

FIGURE 35 Emploi dans le secteur forestier structuré



SOURCE: FAO, 2008b.

pour payer les propriétaires fonciers, sans lien direct entre les fournisseurs et les acheteurs des services environnementaux (Kaimowitz, 2007).

Le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Pérou sont classés parmi les 10 pays présentant la plus grande diversité biologique dans le monde, alors que la pente orientale des Andes est la zone affichant la plus forte diversité biologique dans le monde. Dix pays comptent chacun plus de 1 000 espèces d'arbres différents. La région est aussi la première dans le monde pour ce qui est du nombre d'espèces d'arbres considérés menacés ou en voie d'extinction (FAO, 2006a). Quarante pour cent des végétaux dans les Caraïbes ne se trouvent nulle part ailleurs (USAID, 2006).

L'établissement d'aires protégées a constitué une activité centrale pour la sauvegarde de l'environnement dans la région. Entre 1990 et 2007, les aires protégées se sont étendues, passant de 213 millions à 451 millions d'hectares (24 pour cent des aires protégées du monde) (ONU, 2008c). Néanmoins, de nombreux gouvernements disposent de ressources humaines et financières insuffisantes pour appliquer les mesures de conservation. La conservation entre souvent en conflit avec l'exploitation minière, l'extraction du pétrole, l'agriculture et l'exploitation forestière, particulièrement là où les droits de propriété sont mal définis.

Les perspectives quant au maintien et à l'amélioration des services dans les bassins versants dépendent aussi des changements dans les utilisations des terres. Elles semblent sombres étant donné le taux de déforestation élevé. L'eau est particulièrement rare dans les Andes et dans certaines des îles des Caraïbes. La région a été innovatrice dans la mise en place de paiement pour les services dans les bassins versants. Dans la plupart des cas, les plans sont gérés par des organisations intermédiaires, souvent des organismes gouvernementaux responsables de la gestion des ouvrages d'irrigation et d'approvisionnement en eau domestique, qui canalisent les fonds provenant des utilisateurs d'eau jusqu'aux propriétaires fonciers. Il y a un potentiel pour améliorer et augmenter certaines des initiatives. Néanmoins, leur adoption sur une plus grande échelle dépendra de la manière dont les obstacles seront surmontés. Ceux-ci comprennent: des droits de propriété plutôt flous; les craintes des agriculteurs de voir leurs ressources expropriées; la méfiance à l'égard de la privatisation de la fourniture d'eau; et des informations insuffisantes sur le lien technique entre l'utilisation des terres en amont et les avantages en aval (Dillaha *et al.*, 2007).

Avec un taux de déforestation élevée, la région a un grand potentiel pour réduire les émissions de gaz de serre en ralentissant la déforestation et la dégradation.

L'écotourisme est un générateur important de revenus dans plusieurs pays, notamment dans les Caraïbes. Les écosystèmes très divers font de cette région une des destinations les plus populaires de l'écotourisme. Ainsi, le Costa Rica a tiré parti de ses attractions naturelles et a fait de l'écotourisme le pilier de son économie. L'Équateur gagne plus de 100 millions d'USD par an grâce au tourisme fondé sur la nature dans les Îles Galapagos. L'accès plus facile et les revenus plus élevés pourraient se traduire par une croissance de l'écotourisme dans la région – bien que les préoccupations au sujet des empreintes de carbone et une

nouvelle dégradation de l'écosystème pourraient commencer à dissuader les écotouristes. Les préoccupations croissent concernant les menaces à la biodiversité attribuables au nombre accru de visiteurs. Gérer le tourisme de manière durable et renforcer ses avantages pour les pauvres resteront les principaux défis.

Les systèmes PSE, y compris ceux proposés au titre de l'Initiative de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, ont de bonnes chances de s'affirmer. Néanmoins, il reste à déterminer s'ils peuvent apporter des changements importants dans le comportement des responsables du défrichage des forêts. Le système PSE semble être particulièrement efficace là où le coût d'opportunité de l'utilisation des terres est bas.

RÉSUMÉ

L'avenir des forêts et de la foresterie en Amérique latine et dans les Caraïbes sera influencé par le rythme de la diversification des économies et les changements dans la dépendance à l'égard des terres (FAO, 2006c).

Dans la plupart des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, la densité de population est élevée; à mesure que l'urbanisation s'intensifie, il y a un mouvement d'abandon important de l'agriculture et des activités connexes, en particulier lorsque l'agriculture devient moins rentable. Le tourisme et les envois de fonds des travailleurs migrants deviennent d'importantes sources de revenus. La déforestation due à l'agriculture recule et quelques zones défrichées seront reconverties en forêts, comme cela apparaît déjà clairement.

Bien que la densité de population soit faible en Amérique du Sud, les prix élevés des denrées alimentaires et des combustibles favoriseront le défrichage continu des forêts pour la production accrue de bétail et des cultures agricoles pour les aliments, les aliments pour animaux et les biocombustibles pour répondre à la demande mondiale – en particulier du fait que les économies d'Amérique du Sud intensifient leur lien avec les économies asiatiques émergentes.

Les forêts plantées s'étendront, grâce aux investissements privés et à la demande mondiale permanente de produits du bois, notamment de la part des économies asiatiques émergentes. Néanmoins, le taux de plantation accéléré ne compensera pas la déforestation continue.

En bref, le rythme de la déforestation en Amérique du Sud ne ralentira probablement pas dans un proche avenir. Les pays très boisés qui tirent profit de la demande mondiale en expansion de produits primaires et dont le développement économique se poursuit rapidement auront des difficultés pour freiner la conversion des forêts. La fourniture de biens publics mondiaux – par exemple, des crédits carbone – peut aider jusqu'à un certain point. Toutefois, un mécanisme efficace capable d'inciter à ralentir le défrichage des forêts doit encore être mis en place.